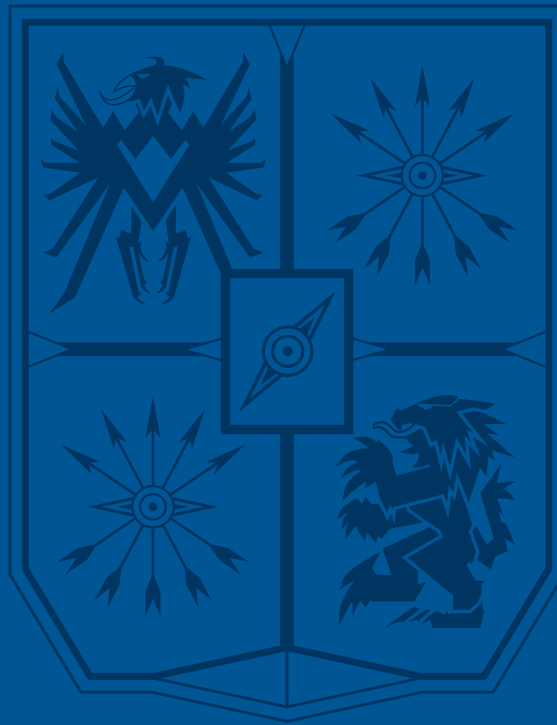




BANQUE PRIVÉE
EDMOND DE ROTHSCHILD
EUROPE





BANQUE PRIVÉE
EDMOND DE ROTHSCHILD
EUROPE

Rapport Annuel 2010

BANQUE PRIVÉE EDMOND DE ROTHSCHILD EUROPE

Société Anonyme

20, boulevard Emmanuel Servais - L-2535 Luxembourg - Adresse Postale B.P. 474 - L-2014 Luxembourg

Tél.: (+352) 24 88 1 - Fax: (+352) 24 88 82 22 - Swift PRIBLULL - R.C. LUX B 19194 - TVA LU 121687 24

www.edmond-de-rothschild.eu

Albrecht Dürer
(Nuremberg, 1471 - id., 1528)

Lionne (détail), 1521

La collection du Baron Edmond de Rothschild forme incontestablement le joyau des donations par lesquelles notre famille a souhaité honorer les musées nationaux français depuis le XIX^e siècle.

Collectionneur averti et grand mécène, Edmond de Rothschild (1845-1934) composa patiemment un cabinet doté d'œuvres exceptionnelles, du dessin à l'estampe, du manuscrit aux livres rares, dont les plus anciens remontent au XIV^e siècle. Sa passion et sa rigueur permirent à cet ensemble de devenir l'une des plus importantes collections d'art graphique au monde, réunissant les noms des plus grands artistes qui ont forgé l'art occidental.

Les héritiers du Baron Edmond de Rothschild donnèrent la collection en 1935 au Musée du Louvre en mémoire de leurs parents, contribuant ainsi à la conservation d'œuvres parmi les plus grandes léguées par le génie humain. Elle était naturellement destinée à cet établissement, dont l'excellence scientifique et la mission pédagogique continuent de la faire rayonner, notamment par de nombreuses expositions à l'échelle internationale.

Notre attachement au patrimoine et à la création artistiques constitue un engagement constant et indissociable de l'histoire de notre famille. Promouvoir les arts comme vecteur essentiel de la connaissance demeure au cœur de notre engagement philanthropique.

Ariane et Benjamin de Rothschild



Table des matières

10	Message du Président
14	Organes de la Banque Privée Edmond de Rothschild Europe
18	Rapport de gestion
32	Éléments financiers 2010
38	Annexes aux comptes annuels
64	Rapport du Réviseur d'entreprises
66	Adresses

Raphaël
Raffaello Sanzio, dit
(Urbino, 1483 – Rome, 1520)

Portrait de jeune homme,
vers 1502-1504

Banque Privée Edmond de Rothschild Europe

10 Message du Président

14 Organes de la Banque Privée
Edmond de Rothschild Europe



Raphaël
Raffaello Sanzio, dit
(Urbino, 1483 – Rome, 1520)

Portrait de jeune homme,
vers 1502-1504, Pierre noire, 28,8 x 20,4 cm
Collection Edmond de Rothschild

Message du Président

du Conseil d'Administration

En ce tournant déroutant du XXI^e siècle, beaucoup prophétisent un changement profond du cours de l'Histoire. Il est toujours téméraire de formuler un diagnostic de métamorphose planétaire. Pourtant, aucun responsable politique, économique, religieux ne peut se permettre de sous-estimer la courbure du virage, au risque de sortir de la route. Et il est vrai que les symptômes de bouleversement sont spectaculaires.

Et d'abord ce que tout le monde voit, la dérive des continents. N'oublions pas que jusqu'au début du XIX^e siècle, alors que les banquiers Rothschild avaient déjà soufflé leur centième bougie, les « BRIC » dominaient la production manufacturière mondiale. Puis l'Europe a pris le pas durant un bon siècle, avant que les Etats-Unis ne supplantent leur ancienne mère patrie, l'Angleterre, et ses voisins européens. Désormais, les anciens pays dominés d'Asie, d'Amérique latine, et bientôt d'Afrique, vont progressivement ravir le centre de gravité à l'Amérique du Nord. C'est d'ailleurs, aujourd'hui comme hier, la finance et la monnaie qui font la différence. Le plan Marshall implicite de la Chine en faveur des Etats-Unis et de la zone euro amènera les mêmes déplacements

d'influence et de domination que l'aide des Américains à leurs obligés européens. Cela n'entraîne en aucune façon l'engloutissement des anciens dominants. Comme la vieille Europe a profité de l'émergence des Etats-Unis, les puissances occidentales profiteront de l'éveil des économies émergentes. Il n'empêche : le jeu mondial a changé, et les mauvais joueurs, tentés de nier les nouvelles règles, seront éliminés de la partie. D'ailleurs, personne n'ignore ce chamboulement de l'équilibre mondial, mais beaucoup s'y préparent mal, trop doucement, et de trop mauvaise grâce.

Il est d'ailleurs difficile d'identifier et d'intégrer l'incidence de cette mutation géographique sur l'évolution de nos organisations, Etats ou entreprises, et au total sur nos modèles économiques et sociaux. Les vieux débats sur les mérites respectifs du modèle capitaliste et du modèle socialiste ne sont que des ergotages empêtrés dans les toiles d'araignées d'un autre temps. Cahin-caha, de nouveaux modèles se profilent.

La mondialisation triomphante a montré les limites de l'articulation traditionnelle du capital et du

travail. Les écarts de rémunérations se sont en effet creusés jusqu'à l'inflammable. D'un côté, actionnaires et dirigeants d'entreprise accédaient au capital et profitaient à plein de l'enrichissement résultant de la croissance globale ; de l'autre, les salariés se voyaient contraints d'adapter leurs exigences à la nouvelle compétition mondiale où l'armée de réserve des travailleurs émergents dictait le coût du travail à toute la planète. Bien sûr, le travailleur occidental est aussi consommateur : il a donc bénéficié des gains de pouvoir d'achat liés aux importations émergentes. Bien sûr, le capitaliste occidental a subi les hausses de prix du luxe dictées par la marée montante du millionnaire émergent. Mais la classe moyenne ne retiendra qu'une seule conséquence de cette mondialisation : le déclassement de son statut, désormais trop proche des classes populaires.

Désormais, il faudra partager mieux les bénéfices et les contraintes de la globalisation. Demain, les modèles de croissance devront donc associer dans la durée l'ensemble des salariés au profit et à la création de valeur si l'on veut éviter une épidémie d'alter-mondialisme

agressif dans les classes moyennes occidentales. Aujourd'hui, les Etats sont forcés de s'immiscer maladroitement dans les scènes de ménage du couple capital-travail, et leur rôle de conciliateurs s'épuise, voire même jette de l'huile sur le feu.

De ce point de vue, face au défi de la mondialisation, certains en Europe, surtout la France, se préparent de façon désastreuse. Au lieu de populariser le capital, par exemple à travers l'actionnariat salarié ou les retraites par capitalisation, elle le sanctionne par une taxation confiscatoire du patrimoine. Au passage, elle pulvérise le capitalisme familial si bien accepté du monde du travail, et donc forcément plus efficace dans la durée. La France détient ainsi le record en Europe de la cession des sociétés patrimoniales lors des successions, ce qui la prive de ce tissu d'entreprises familiales de taille intermédiaire qui font la fortune de l'Allemagne, de l'Italie ou des pays scandinaves.

Autre exemple de la persécution du capital, la France, qui a brillamment initié le G20 pour favoriser les réponses globales à la crise globale, ressort, à l'occasion de

sa présidence, cette vieille lune impraticable de la taxe Tobin sur les mouvements de capitaux. Il est vrai que le populisme ambiant préfère incriminer les banques qui risquent leur capital pour gérer des capitaux et oublie ceux, financiers, avocats et conseils en tout genre, qui profitent des mouvements du capital sans risquer le leur.

Mais il y a pire, la France subit la double peine. Pour soulager sa conscience, l'Etat français exigeant plus du capital en demande aussi moins au travail. La quantité de travail d'un Français au cours de sa vie, entamée par les trente-cinq heures ou la retraite à 60 ou même 62 ans, a gravement amputé la compétitivité française. Réduisant son capital et son travail, la France cherche donc son équilibre vers le bas. Magnifiquement douée par la nature et porteuse d'un glorieux passé, elle joue le jeu mondial en gâchant ses plus beaux héritages. Comme si Brigitte Bardot se présentait aujourd'hui au concours de Miss Univers !

Pourquoi ne pas tenter de gagner au jeu de la mondialisation et de transformer ce redoutable cercle vicieux en cercle vertueux ? Il serait si fructueux pour la France

comme pour l'économie mondiale que le couple capital-travail s'entende naturellement sur la croissance harmonieuse de l'entreprise qui est leur maison commune et leur avenir.

D'autant que la croissance démographique du globe et la nouvelle opulence du consommateur émergent vont se cogner à la rareté. Lorsque la population mondiale s'accroît de façon spectaculaire, et que la majorité de ces milliards d'habitants aspirent à consommer à l'occidentale, le souci de préservation de ressources en quantité finie se fait soudain extrême. L'enchérissement de l'énergie et des matières premières, agricoles ou industrielles, menace le rendement des facteurs de production, le couple capital-travail devenant nécessairement complice dans le souci d'économiser.

Les négociations écologiques onusiennes se concentrent enfin sur le thème du dérèglement climatique, et cherchent à préserver prospérité et bien-être en répartissant équitablement la rareté des droits à polluer. Mais, l'ONU commence à peine à s'intéresser au coût économique mondial de l'inaction sur l'économie

des écosystèmes et de la biodiversité. Or, tant de raretés devront aussi être administrées par la négociation et compensées par un progrès technique vertueux ! Nos modèles ne prennent pas assez la mesure de l'urgence de l'investissement écologique, et nos investisseurs de la profusion d'opportunités exceptionnelles.

La mutation de nos modèles sous l'empire de la rareté n'est pas simplement un défi économique : c'est aussi un puissant moteur psychologique. Les économistes n'ont jamais pu expliquer la totalité du rythme de croissance des Trente Glorieuses par la combinaison des facteurs capital et travail. Le fameux facteur résiduel, environ un tiers de la croissance française, fut attribué à l'investissement immatériel, tel le progrès technique, mais aussi à l'état d'esprit des masses. Celles-ci voulaient la croissance, l'anticipaient et donc la fabriquaient. Que se passerait-il si cet esprit se faisait sceptique ? Aujourd'hui, si les jeunes générations des pays émergents rêvent encore d'un style de vie à l'occidentale, celles des pays riches semblent désabusées et à la recherche d'un autre modèle. Le risque de défection de nos jeunes touche le concept même de richesse et de progrès, en tout cas telle qu'est définie et

mesurée actuellement notre croissance économique. Sans tomber dans les approximations de comptabilités nationales encore trop créatives, tentant de mesurer le bonheur national brut, on ne peut se désintéresser de la déception de nos enfants à l'égard de la religion de leurs parents, celle du taux de croissance. Croire que la préoccupation écologique, pour autant qu'elle reste sérieuse, menace l'efficacité économique est un contresens fatal. Pour nos jeunes du monde occidental, il n'est pas d'autre invitation à une croissance moins prodigieuse que le mythe fondateur du développement durable.

On sait depuis longtemps que le XXI^e siècle sera mystique. Il faudra bien que les fidèles de la déesse Raison se convertissent aux nouveaux modèles de production. Le plus vite sera le mieux. Car les rivaux de la religion éclairée du développement équitable et soutenable ne sont autres que les intégrismes religieux, qui s'affrontent dans ce qui ressemble trop à une guerre des civilisations moyenâgeuse. Obéissons au vieux précepte, changeons pour que rien ne change. C'est ce que doit continuer de faire notre groupe qui a toujours su épouser la métamorphose des siècles.



Benjamin de Rothschild

Organes

Banque Privée Edmond de Rothschild Europe



Conseil d'Administration

Président
Baron Benjamin de Rothschild

Administrateurs
John Alexander
Luc Baatard
Didier Bottge
José-Luis de Vasconcelos e Sousa
Laurent Dassault
Claude Messulam
Frédéric Otto
Yves Repiquet
E. Trevor Salathé
Daniel Yves Trèves
Christian Varin ¹

Comité du Conseil d'Administration

Président
Claude Messulam

Membres
John Alexander
Luc Baatard
Didier Bottge
José-Luis de Vasconcelos e Sousa
Frédéric Otto
E. Trevor Salathé

Audit Interne

Directeur Adjoint
Stéphanie Van Tieghem

Organe de Révision

PricewaterhouseCoopers
S.à r.l.

Comité Exécutif ²

Président
Directeur Général
 Frédéric Otto

Vice-Président
Directeur Général Adjoint
 Pierre-Marie Valenne

Vice-Président
Directeur Central
 Jean-François Lafond

Vice-Présidents
Directeurs
 Marc Ambroisien
 Geoffroy Linard
 Rudy Paulet
 Franck Sarrazin

**Comité de Direction
Clientèle Privée &
Asset Management**

Président
 Frédéric Otto

Vice-Présidents
 Pierre-Marie Valenne
 Jean-François Lafond
 Marc Ambroisien
 Rudy Paulet

Directeurs
 Didier Bensadoun
 Patrick Brebion
 Thierry de Baynast
 Raphael Delplanque
 Raymond Glodé
 Marc Grabowski
 Franck Payrar
 Jean-Marc Robinet
 Jean-Charles Schiltz
 Guy Verhoustraeten

**Comité de Direction
OPC**

Président
 Pierre-Marie Valenne

Vice-Présidents
 Jean-François Lafond
 Geoffroy Linard
 Franck Sarrazin

Directeurs
 Philippe Anstett
 Guy Verhoustraeten

Secrétaire Général

Luc Grégoire

**Autres Directeurs,
Directeurs Adjointes, Sous-Directeurs Principaux
et Sous-Directeurs**

Directeurs

Edward de Burlet
Denis de Montigny
Pascal Delle
Claudio Fernandes
Pascal Gilles
Karl Guenard
Dimitri Guillaume
Reinald Loutsch
Catherine Menzies
Alain Mestat
Jean-Christophe Morizot
Claude Pech
Philippe Postal
Jean-Luc Parmentier
Virgilio Ranalli
Carlo Thewes
Jean-Marc Thomas
Matthieu Tinti
Didrik Van Zuylen

Directeurs Adjointes

Marie-Laure Bernard
Paul Boeger
Michel Catulle
Yves Chezeaud
Emile Cremmer
David Diwan
Geoffroy Glénisson
Philippe Godard
Eliseo Graziani

Laurent Haag
Jean Heckmus
Christoph Lanz
Elise Lethuillier
Philippe Maclot
Francis Nilles
Giulia Olivieri
Philippe Pirenne
Nathalie Plompen
Catherine Roux-Sevelle
Eric Van der Straten
Philippe Visconti
Philippe Wapler
Marc Zurcher

Sous-Directeurs Principaux

Christophe Bedeau
Mark Bosquet
Sidney Bouvier
André Bovy
Serge Bruck
Jean-François Colson
Giuseppe Croce
Arnaud Decrulle
Jean-Louis Di Giovanni
Jean-Marc Drui
Dominique Dubois
Renaud Durand
Frédéric Fauveaux
Eric Feyereisen
Eric Guerrier

Muriel Hombroise
Sandrine Mury
Alain Ravaux
Malika Sekkil
Vincent Thiry
Cyril Verniani
François Vial
Claude Wickler

Sous-Directeurs

Corinne Aourousseau
Pascale Bartz
Magali Berton
Frédéric Bettembourg
Olivier Boulestreau
Hélène Christiann
Mara Claus
Arnaud de Smedt
Guy de Spirlet
Auréli Durand
Cathy Eppe
Pascal Foret
Eric Hyne
Emmanuel Kirch
Jean-Marc Koltes
Martial Lavall
Thierry Lenormand
Laurent Lequeu
Séverine Loisel
Amilcar Magalhaes Ribeiro
Evelyne Martellina

Josette Marting
Marie-Thérèse Mosson-Weber
Paulo Moura-Santos
Amy Orivel
Nikola Petricic
Philippe-Xavier Regnier
Jean-Louis Reschmann
Pierre Ruhl
Didier Sabbatucci
Ilan Schweizer
Laurent Seriot
Frédéric Sicchia
Luigi Stefanetti
Sacha Steingen
Laurence Tani
Nuria Tejada-Gallardo
Claude Verdin

Succursales à l'étranger

Coordination des succursales

José-Luis de Vasconcelos e Sousa

Belgique / Bruxelles

Directeur Général
Marc Moles le Bailly³

Directeur Général Adjoint
Marie-Claire Keyzer³

Directeurs
Eric Dumoulin³
Thierry Genouville
Marc Lallemand³

Sous-Directeurs
Jean-Pierre Heymans
Pierre-Alexis Hocke
Cédric Querton

Espagne / Madrid

Directeur Général
Antonio Salgado³

Directeurs
Francisco Sánchez
Pablo Torralba
Juan Verdaguer

Directeurs Adjoints
David Hayón
Eduardo Martin

Sous-Directeurs
Pedro Adán
Bruno da Cunha
David Monreal
Antonino Segon

Italie / Milan

Directeur Général
Roberto Colapinto³

Sous-Directeur Principal
Giorgio Solcia

Sous-Directeurs
Barbara Colombo
Elena Giordano
Tommaso Benerecetti

Portugal / Lisbonne

Directeur Général
José-Luis de Vasconcelos e Sousa³

Directeur Général Adjoint
Bruno de Carvalho³

Directeurs
João Antunes
Gonçalo Correa
Raul Jorge Godinho
Vitor Henriques Pereira

Directeurs Adjoints
Luis d'Orey
André Reid
Rui Nunes dos Santos

Sous-Directeurs
Marta Aranha Alves
Paula Alexandra Coimbra
Frederico Pratas
Cristina Venancio

Bureaux de représentation

Israël / Tel Aviv

Représentant permanent
Ariel Seidman

Slovaquie / Bratislava

Représentants permanents
Marc Ambroisien
Svetlana Dankovicova

Pologne / Varsovie

Représentant permanent
Carlo Thewes

Tchéquie / Prague⁴

Représentants permanents
Marc Ambroisien
Svetlana Dankovicova

³ Directeurs agréés auprès des autorités de contrôle

⁴ Le bureau de représentation est opérationnel depuis le 1^{er} avril 2011.

Ecole d'Altichiero
Fin XIV^e siècle

*Cour intérieure d'un palais gothique
avec un faucon attaquant un canard et un paon*

Rapport de gestion

-
- 20 L'environnement économique
et financier en 2010
 - 26 Notre développement
 - 26 Commentaires sur nos comptes annuels
 - 29 Objectifs et stratégies en matière de
gestion des risques
 - 29 Evénements survenus après la clôture
de l'exercice
 - 29 Perspectives
 - 30 Approbation des comptes annuels
et proposition de répartition du solde
disponible
 - 30 Nominations statutaires
 - 30 Direction et personnel



Ecole d'Altichiero
Fin XIV^e siècle

*Cour intérieure d'un palais gothique
avec un faucon attaquant un canard et un paon,*
Encre colorée sur parchemin, 30,3 x 21,5 cm
Collection Edmond de Rothschild

Rapport de gestion du Conseil d'Administration

à l'assemblée générale des actionnaires

L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER EN 2010

La reprise économique mondiale s'est accélérée en 2010, avec cependant des rythmes de croissance divergents entre les pays et les régions du monde. Les économies émergentes, particulièrement dynamiques en Asie, ont connu une forte hausse de leur produit intérieur brut (PIB) et ont une nouvelle fois constitué le principal moteur de la croissance mondiale. L'expansion des pays en développement a notamment été soutenue par une demande domestique en nette progression.

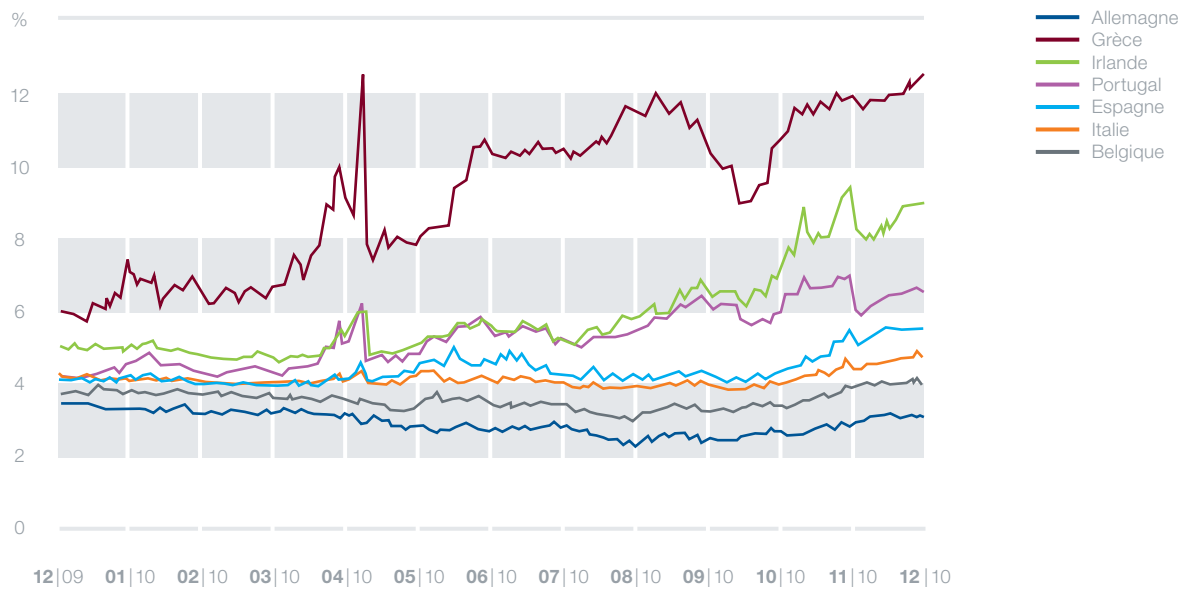
Aux Etats-Unis, les politiques de soutien étatiques ont été poursuivies afin de pallier à un secteur immobilier toujours en crise et aux dépenses des ménages déprimées par un niveau de chômage élevé. Le déficit budgétaire fédéral a continué à se creuser pour atteindre un niveau record de 10 % du PIB. Par ailleurs, la Réserve fédérale américaine a maintenu sa politique ultra-accommodante, la renforçant même avec l'implémentation d'un second « quantitative easing », comprenant un plan de rachat d'obligations d'Etat pour USD 600 milliards. Enfin, l'administration Obama a consenti à l'extension des allègements fiscaux mis en place sous l'ère Bush, une décision prise suite à la victoire des Républicains aux législatives.

Si les politiques keynésiennes dans les pays développés ont contribué à l'amélioration des marges des entreprises, elles ont en revanche participé à la dégradation des finances publiques de bon nombre d'Etats. C'est surtout sur l'Europe que les marchés ont porté leurs inquiétudes, gardant plutôt leur confiance dans la dette américaine ou japonaise, malgré les sommets atteints par les déficits publics de ces pays.

Au sein de la zone *euro*, les craintes concernant les risques souverains se sont intensifiées au cours de l'année et se sont étendues à un nombre accru de pays. Les spéculations sur un défaut de la Grèce ont conduit au mois de mai à la mise en place d'un plan de sauvetage commun de l'Union européenne (UE) et le Fonds Monétaire International (FMI) pour ce pays. D'un montant de EUR 110 milliards, cette aide financière a été sans précédent au niveau mondial. Près de sept mois plus tard, ce fut au tour de l'Irlande en difficulté d'être secourue par un plan international d'aide financière pour stabiliser son secteur bancaire.

La crainte d'une contagion de la crise de la dette souveraine européenne a poussé à la hausse les rendements des obligations gouvernementales d'autres pays fragilisés de la zone *euro*. De surcroît, l'absence de consensus entre pays européens sur les modalités de l'assistance aux pays en risque d'insolvabilité et les inquiétudes concernant la charge de la dette publique des pays périphériques ont lourdement pesé sur les marchés financiers de ces pays. Ainsi, malgré le dispositif de sauvetage mis en place par l'UE et le FMI et les mesures d'austérité entreprises par les Etats, les taux d'emprunt des pays périphériques sont demeurés à des niveaux élevés.

Taux d'emprunt des obligations d'Etat à 10 ans



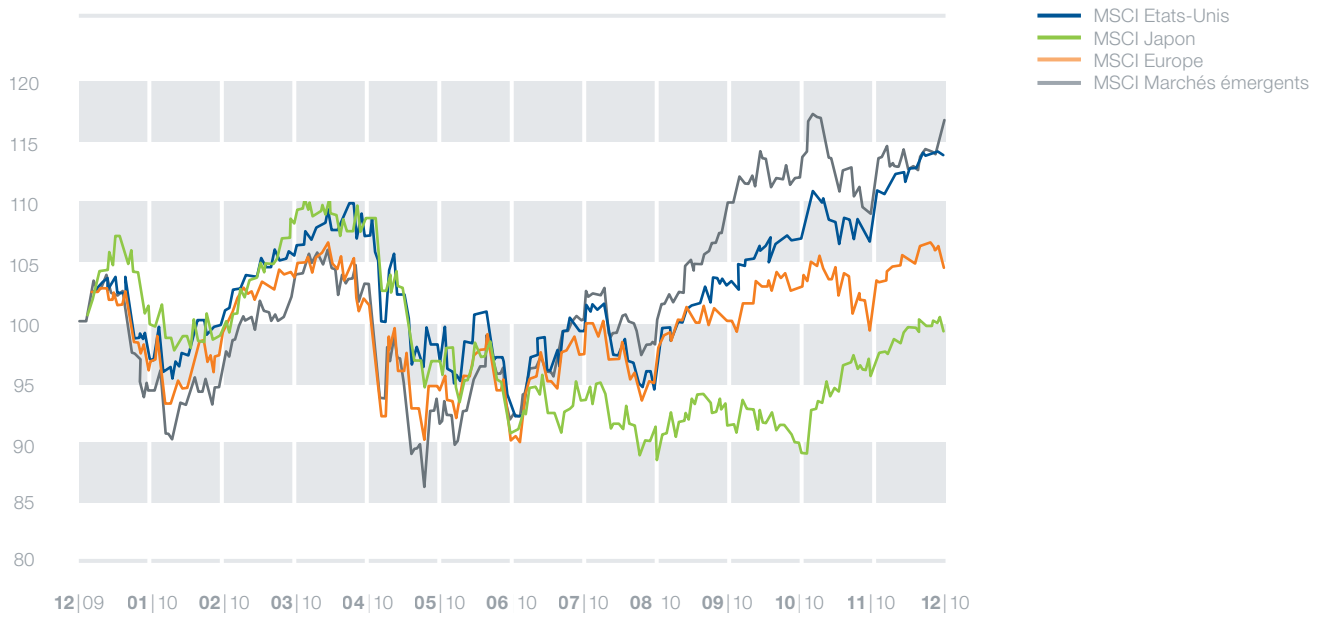
La reprise économique dans les pays développés a été à maintes reprises confrontée à des vagues d'aversion au risque et des craintes concernant un possible retour en récession. Si de bonnes nouvelles sont venues du côté des bénéficiaires des sociétés, grâce notamment à une compression des coûts opérationnels, la consommation privée n'a pour sa part pas connu de renouveau notable. Enfin, face à un taux de chômage important et des niveaux toujours élevés d'endettement privé dans certains pays, les conditions d'octroi de crédit bancaire sont restées difficiles et la demande de crédit est demeurée faible.

Les niveaux historiquement bas des taux directeurs des principales banques centrales des pays développés ont dirigé les flux de capitaux internationaux vers les marchés émergents dans une quête continue de rendement par les investisseurs. Le spectre de l'inflation se précisant dans nombre de pays émergents sous l'effet de cet afflux massif de capitaux et d'une consommation domestique croissante, les programmes d'aide publique y ont été pro-

gressivement retirés pour laisser la place à une politique de resserrement monétaire. De surcroît, devant l'affluence de capitaux étrangers, certaines banques centrales ont mis en place des mesures protectionnistes pour ralentir l'appréciation de leur devise et protéger leurs exportations. Ainsi le Brésil a triplé la taxe visant les investissements étrangers en obligations (passant de 2 % à 6 %) au cours de l'année, dans une tentative de freiner l'appétit des investisseurs étrangers pour des placements à court terme.

Malgré ce contexte d'investissement mitigé, les performances des marchés actions des pays développés ont continué leur progression, à l'exception du Japon qui a enregistré un léger recul. Comme déjà en 2009, ce sont les marchés boursiers émergents qui ont enregistré la plus forte hausse de l'année, avec un gain de 16 %. En dépit de ces évolutions positives, tant les marchés développés que les marchés émergents ont connu une ascension plus modérée en comparaison du rebond spectaculaire de l'année précédente.

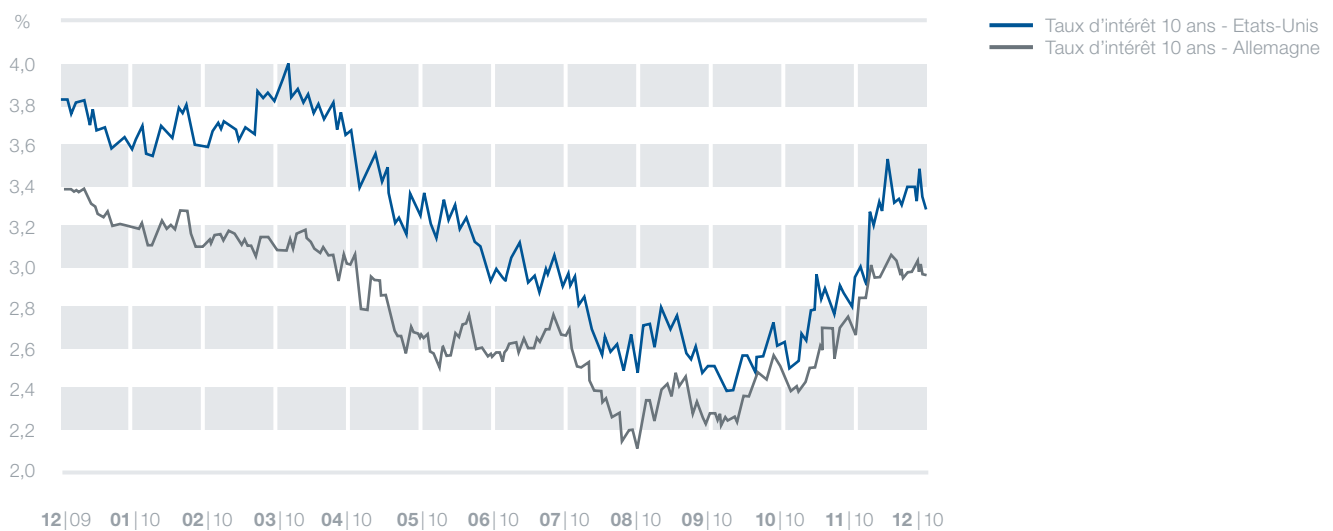
Performance des actions



Après avoir fortement progressé en 2009, les prix des matières premières ont de nouveau enregistré des gains conséquents en 2010. Ainsi, les cours des produits agricoles et des métaux de base se sont placés en tête avec une hausse de plus de 34 %, la remontée des prix des produits agricoles étant notamment favorisée par la résurgence de la demande globale et une offre restreinte suite à des phénomènes climatiques. Le prix du pétrole a, quant à lui, aussi continué de s'apprécier, progressant de 15 %. Au niveau des métaux précieux, le prix de l'once d'or a connu une avancée de 29 % pour culminer à plus de USD 1.420 en décembre, un nouveau record historique.

Enfin, bien que très volatil, le taux de rendement de l'emprunt d'Etat américain à 10 ans s'est contracté sur l'année, passant de 3,8 % à 3,3 %. Par conséquent, l'indice des obligations du Trésor US a gagné quelque 6 % alors que l'indice des bons du Trésor européen n'a progressé que de 1 % sur la même période.

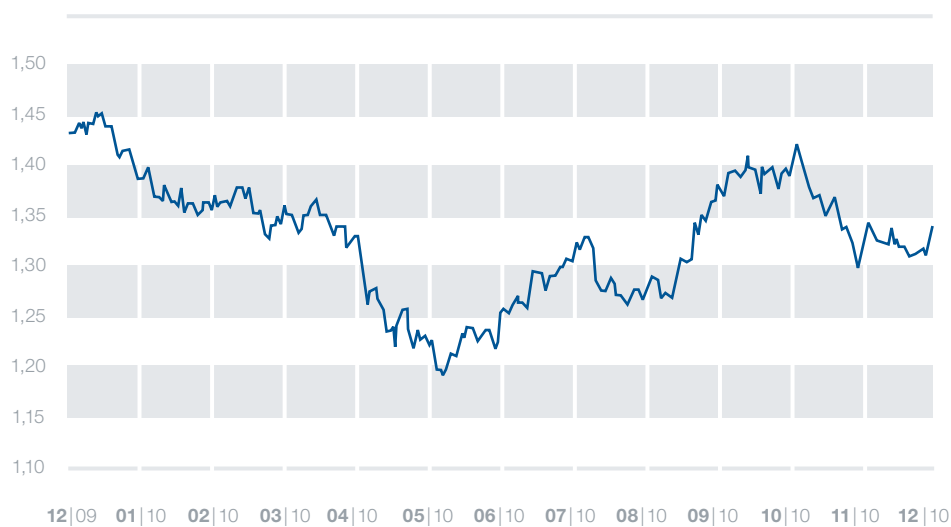
Taux d'intérêt à 10 ans



Parallèlement au rebond des marchés actions, les devises ont également fortement fluctué au cours de l'année 2010. Les investisseurs ont privilégié les monnaies liées aux marchés des matières premières et les devises à haut rendement, ce qui a permis leur appréciation malgré la multiplication de politiques interventionnistes visant à décourager ces flux spéculatifs. Le yen a pour sa part enregistré une hausse notable de 14,6 % contre le dollar US, profitant notamment des différentes vagues d'aversion au risque des investisseurs. Inversement, l'euro s'est déprécié, reculant de 6,5 % contre le dollar US, dans le sillage de la crise de la dette souveraine au sein de la zone.

Bien que les différentes classes d'actifs risqués aient continué à délivrer des performances relativement élevées en 2010, de nombreuses zones d'incertitudes persistent au niveau fondamental, économique et géopolitique notamment. Celles-ci pourraient faire remonter la volatilité sur les actifs financiers de manière inattendue en 2011 et créer de nouvelles perturbations sur les marchés mondiaux.

Euro / dollar US



NOTRE DÉVELOPPEMENT

Dans ce contexte économique et financier encore hésitant et volatil, nos clients maintiennent avec nos équipes une relation de confiance avant tout basée sur la proximité et le dialogue, éléments essentiels d'une relation à long terme d'un conseiller et confident proche des préoccupations des familles. Ce mode de fonctionnement permet de procurer à nos clients le service qu'ils attendent de leur banquier et conseiller, attachés qu'ils sont à ces valeurs sous-tendant notre action.

Notre développement continue à se baser solidement sur nos métiers de base que sont essentiellement la banque privée, l'*asset management* et l'administration de fonds communs de placement, l'association forte de ces métiers apportant à nos clients la plus-value d'une relation de conseil rapproché qu'ils sont en droit d'attendre de notre Banque.

Nos équipes restent attentives à tenir la Banque et ses clients à l'écart des risques liés à la grave crise économique et financière traversée dans un passé encore récent, en veillant tout à la fois à profiter d'opportunités d'investissement sur les marchés financiers et à éviter tout excès.

Notre expansion se poursuit aussi à l'international. Les activités de nos succursales en Belgique, en Espagne, au Portugal et en Italie continuent à se développer positivement. Nos collaborations avec nos partenaires asiatiques de premier plan entamées depuis plusieurs années se poursuivent et nos contacts actuels laissent à penser que cette stratégie de collaboration à l'international devrait s'étendre vers d'autres pays en plein développement avec de nouveaux partenaires.

La croissance de notre conservation, du volume d'actifs gérés pour le compte de nos clients (privés ou institutionnels) et de notre activité de dépositaire et d'agent administratif de fonds communs de placement ainsi que la qualité de nos résultats témoignent de la confiance de nos clients et de la qualité de notre activité.

Notre activité se base sur une organisation efficace, sans cesse améliorée par des investissements humains et informatiques significatifs et se fondant sur une transversalité entre nos services qui constitue le meilleur gage de pouvoir offrir des services rencontrant tant les besoins de nos clients que les réalités de toute organisation humaine.

C'est dans ce contexte que notre activité a permis de dégager un résultat net de EUR 36.121.583, en hausse de 20 % par rapport à l'exercice précédent.

COMMENTAIRES SUR NOS COMPTES ANNUELS

La lecture de nos comptes annuels 2010 et de ses chiffres-clés donne un éclairage plus complet sur la santé financière équilibrée de notre Banque.

Bilan

Au 31 décembre 2010, le total du bilan se chiffrait à EUR 4.126.475.240 contre EUR 3.509.705.403 au 31 décembre 2009, en hausse de 18 % en raison d'un regain de la croissance de nos activités.

A l'actif, le poste *Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux* régressait à EUR 79.487.352 tandis que les créances sur *les établissements de crédit* s'élevaient à EUR 3.389.710.846, en hausse de 35 %. Les créances sur *la clientèle* s'établissaient, quant à elles, à EUR 563.144.561, en hausse de 11 %.

Au passif, les dépôts et comptes courants de la clientèle ont enregistré une hausse de 20 % pour s'établir à EUR 3.512.188.137, soit 85 % du total de bilan. Les engagements envers les banques représentaient un montant de EUR 333.770.495, en hausse de 5 % par rapport à l'année précédente.

Résultats

Les produits

Les recettes sont en hausse de 18 % par rapport à l'exercice social 2009, l'essentiel de cette progression provenant des commissions perçues.

Les charges

En raison d'une bonne maîtrise de nos coûts, les frais généraux administratifs restent maîtrisés et augmentent de 14 %. En hausse de 14 %, les frais de personnel atteignent EUR 88.826.409, soit 67 % du total des frais généraux administratifs. Les autres frais administratifs se chiffrent à EUR 44.472.964, en hausse de 15 %.

Résultat net

Le résultat net de l'exercice s'établit, après impôts et provisions, à EUR 36.121.583. Ce résultat intègre des investissements importants pour le long terme tels que le renforcement de nos équipes et de nos moyens de production. La rentabilité sur fonds propres s'élève à 24 %.

Chiffres-clés	2010 EUR	2009 EUR	2010 / 2009 %
Bilan en millions d'euros			
Fonds propres après répartition (fonds pour risques bancaires généraux et postes spéciaux avec une quote-part de réserves non inclus)	166	150	10,7 %
Total du Bilan avant répartition	4.126	3.510	17,5 %
Compte de résultat en millions d'euros			
Résultat des opérations d'intérêt	16	21	-23,8 %
Résultat des opérations de commissions et des prestations de services	144	113	27,4 %
Résultat provenant d'opérations financières	15	12	25,0 %
Résultat de valeurs mobilières	9	9	-
Autres produits d'exploitation	7	8	-12,5 %
Charges d'exploitation (frais de personnel, autres frais généraux et autres charges d'administration)	138	120	15,0 %
Bénéfice de l'exercice (après impôts, provisions et amortissements)	36	30	20,0 %
Effectif en fin d'année succursales incluses	782	761	
Rentabilité			
Rendement des fonds propres (en %) bénéfice après impôts (provision forfaitaire et provisions exceptionnelles non incluses) / moyenne des fonds propres après répartition	24 %	19 %	

OBJECTIFS ET STRATÉGIES EN MATIÈRE DE GESTION DES RISQUES

La gestion des risques de la Banque s'inscrit rigoureusement dans le cadre des politiques de risques définies au niveau du Groupe par sa société-mère. Conformément à cette politique, la Banque assure une gestion des risques à travers un cadre complet de principes, une structure organisationnelle, des limites et des processus étroitement liés aux activités de la Banque et à la nature des risques.

A la demande de la Banque, la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) a approuvé l'exemption totale des risques pris sur le Groupe Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève, dans le cadre du calcul des limites de grands risques, conformément à la partie XVI, point 24 de la circulaire 06/273 telle que modifiée.

Une information plus complète sur les objectifs et stratégie en matière de gestion des risques auxquels la Banque est confrontée est développée en note 3 de l'Annexe aux comptes annuels.

ÉVÉNEMENTS SURVENUS APRÈS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Aucun autre événement susceptible d'influencer la profitabilité de la Banque ou d'augmenter son exposition aux risques ne s'est produit depuis la clôture de l'exercice 2010.

PERSPECTIVES

Nous abordons les défis de l'avenir avec confiance mais aussi avec prudence, compte tenu de la grande volatilité des marchés financiers et de l'ampleur de la crise économique et financière.

Sous la pression d'exigences réglementaires internationales de plus en plus contraignantes, les métiers de la Banque sont appelés à évoluer sensiblement au cours des prochaines années. Nous nous attacherons à y répondre de la manière la plus adéquate possible afin de satisfaire au mieux les besoins et attentes de notre clientèle tant privée qu'institutionnelle.

APPROBATION DES COMPTES ANNUELS ET PROPOSITION DE RÉPARTITION DU SOLDE DISPONIBLE

Nous soumettons à votre approbation les comptes de l'exercice 2010 ainsi que notre proposition d'affectation du solde disponible, en accord avec le rapport de notre réviseur externe.

	EUR
Le bénéfice net de l'exercice 2010 s'élève à	36.121.583
Auquel s'ajoute le solde du report de l'exercice précédent	14.897.516
soit un solde disponible de	51.019.099
que nous proposons d'affecter de la manière suivante :	
Réserve spécifique bloquée pour une période de cinq ans représentant cinq fois l'impôt sur la fortune	5.172.000
Réserves disponibles	10.000.000
Distribution d'un dividende de EUR 1.204 par action	18.061.204
Report à nouveau	17.785.895
Total	51.019.099

NOMINATIONS STATUTAIRES

Le mandat des administrateurs expire à l'issue de l'Assemblée du 12 avril 2011. Conformément aux dispositions statutaires, nous proposons de renouveler leur mandat pour un nouveau terme d'un an.

DIRECTION ET PERSONNEL

Nous tenons à féliciter la Direction et l'ensemble des collaborateurs de la Banque, tant à Luxembourg qu'à l'étranger, pour les résultats obtenus et à remercier notre fidèle Clientèle pour la confiance qu'elle nous témoigne d'année en année.

Luxembourg, le 28 mars 2011

Le Conseil d'Administration

Atelier de Léonard de Vinci
(Vinci, 1452 – Amboise, 1519)

*Entrelacs : nœud avec un écusson en forme
de cœur, vers 1490-1500*

Eléments financiers 2010

-
- 34 Bilan au 31 décembre 2010
 - 36 Hors bilan au 31 décembre 2010
 - 37 Compte de profits et pertes pour l'exercice
se terminant le 31 décembre 2010



Atelier de Léonard de Vinci
(Vinci, 1452 - Amboise, 1519)

*Entrelacs : nœud avec un écusson en forme de cœur, vers 1490-1500, Burin, 29,2 x 20,4 cm
Collection Edmond de Rothschild*

Eléments financiers 2010

Bilan au 31 décembre 2010

Actif	Note(s)	2010 EUR	2009 EUR
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	5	79.487.352	397.953.167
Créances sur les établissements de crédit - à vue - autres créances	6.2	293.738.681 3.095.972.165	138.458.658 2.365.432.196
		3.389.710.846	2.503.890.854
Créances sur la clientèle	6.2	563.144.561	508.277.768
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe - des émetteurs publics - d'autres émetteurs	7.1.1, 7.2	10.663 1.987.570	- 1.688.384
		1.998.233	1.688.384
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	7.1.1, 7.1.2	4.645.856	8.202.677
Participations	6.1, 7.1.2, 8	6.367.407	6.356.872
Parts dans des entreprises liées	6.1, 7.1.2, 8	6.855.222	6.528.388
Actifs corporels	8	32.616.710	35.035.815
Autres actifs	10	718.040	2.179.952
Comptes de régularisation		40.931.013	39.591.526
Total de l'actif	9	4.126.475.240	3.509.705.403

Passif	Note(s)	2010 EUR	2009 EUR
Dettes envers les établissements de crédit	6.2		
- à vue		51.750.797	125.329.261
- à terme ou à préavis		282.019.698	191.511.801
		333.770.495	316.841.062
Dettes envers la clientèle	6.2		
- autres dettes			
- à vue		3.319.069.881	2.460.042.286
- à terme ou à préavis		193.118.256	477.280.359
		3.512.188.137	2.937.322.645
Autres passifs	11	8.317.251	7.512.710
Comptes de régularisation		12.749.748	12.710.195
Provisions			
- provisions pour impôts		2.203.534	1.188.710
- autres provisions	12, 21	56.583.780	53.812.230
		58.787.314	55.000.940
Postes spéciaux avec une quote-part de réserves	13	1.277.321	1.227.321
Fonds pour risques bancaires généraux		15.200.202	13.891.202
Capital souscrit	14, 17	31.500.000	31.500.000
Réserves	15, 16, 17	101.665.673	88.514.207
Résultats reportés	17	14.897.516	14.965.073
Résultat de l'exercice	17	36.121.583	30.170.048
Total du passif	9	4.126.475.240	3.509.705.403

Hors bilan au 31 décembre 2010

	Note(s)	2010 EUR	2009 EUR
Passifs éventuels	18	74.740.912	111.614.416
- dont : cautionnements et actifs donnés en garantie		74.740.912	111.614.416
Engagements	19	415.285.099	336.924.899
Opérations fiduciaires		2.272.265.068	2.995.013.493

Compte de profits et pertes pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2010

	Note(s)	2010 EUR	2009 EUR
Intérêts et produits assimilés <i>dont : sur valeurs mobilières à revenu fixe</i>		18.879.066 19.942	32.056.641 190.224
Intérêts et charges assimilées		(3.345.488)	(10.951.424)
Revenus de valeurs mobilières - revenus de participations - revenus de parts dans les entreprises liées		134.426 8.681.836	806.273 8.178.853
Commissions perçues		183.241.890	141.558.031
Commissions versées		(39.609.450)	(28.902.360)
Résultat provenant d'opérations financières		14.593.570	12.139.611
Autres produits d'exploitation	23	7.423.570	7.863.917
Frais généraux administratifs - frais de personnel <i>dont : salaires et traitements</i> <i>charges sociales</i> <i>dont celles couvrant les pensions</i> - autres frais administratifs	26	(133.299.373) (88.826.409) (73.127.500) (12.192.269) (10.088.420) (44.472.964)	(116.548.149) (77.902.750) (63.335.623) (11.156.750) (8.851.301) (38.645.399)
Corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels	8	(7.552.247)	(8.267.388)
Autres charges d'exploitation	24	(4.364.416)	(3.593.677)
Corrections de valeur sur créances et provisions pour passifs éventuels et pour engagements	25	(854.772)	(348.644)
Reprises de corrections de valeur sur créances et sur provisions pour passifs éventuels et pour engagements		99.940	4.085.941
Dotations aux fonds pour risques bancaires généraux		(1.309.000)	(3.500.000)
Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires		(6.478.216)	(4.336.252)
Résultat provenant des activités ordinaires, après impôts		36.241.336	30.241.373
Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus		(119.753)	(71.325)
Résultat de l'exercice		36.121.583	30.170.048

Albrecht Dürer
(Nuremberg, 1471 – id., 1528)

Dames de Livonie, 1521

Annexes aux comptes annuels

—

40 Annexe aux comptes annuels
au 31 décembre 2010

64 Rapport du Réviseur d'entreprises



Albrecht Dürer
(Nuremberg, 1471 - id., 1528)

Dames de Livonie, 1521
Plume et aquarelle, 18,3 x 19,3 cm
Collection Edmond de Rothschild

Annexe aux comptes annuels

au 31 décembre 2010

NOTE 1 - GÉNÉRALITÉS

La société a été créée par acte notarié le 19 février 1982 sous la dénomination de Compagnie Privée de Finance S.A.. La société était alors un établissement financier non bancaire.

Par assemblée générale extraordinaire du 24 octobre 1988, les actionnaires ont pris la décision de modifier l'objet social afin de le conformer à celui d'un établissement de crédit ; la dénomination de la société est devenue « Banque Edmond de Rothschild Luxembourg ».

Depuis cette date, la société est agréée auprès du Ministère du Trésor pour exercer l'activité d'établissement de crédit au Grand-Duché de Luxembourg.

Le 20 juin 1989, la dénomination sociale est devenue Banque de Gestion Edmond de Rothschild Luxembourg.

L'assemblée générale extraordinaire du 31 mai 1999 a approuvé l'apport en nature consistant en l'universalité de la situation active et passive de Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., succursale de Luxembourg à Banque de Gestion Edmond de Rothschild Luxembourg. L'apport a été fait sur la base de la situation patrimoniale de la succursale au 1^{er} janvier 1999.

L'assemblée générale extraordinaire du 24 mars 2003 a décidé de changer la dénomination en Banque Privée Edmond de Rothschild Europe ci-après la « Banque ».

Quatre succursales sont actuellement établies à l'étranger, en Espagne, au Portugal, en Belgique et en Italie, ayant été ouvertes respectivement les 6 octobre 2000, 18 octobre 2000, 12 février 2003 et 1^{er} mars 2007. Par ailleurs, trois bureaux de représentation sont établis à Varsovie, Tel Aviv et à Bratislava.

NOTE 2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

2.1 Base de présentation

Les comptes annuels ont été préparés en conformité avec les principes comptables généralement admis dans le secteur bancaire au Grand-Duché de Luxembourg. Les politiques comptables et les principes d'évaluation sont, en dehors des règles imposées par la loi et la Commission de Surveillance du Secteur Financier, déterminés et mis en place par le Conseil d'Administration.

La Banque est, sur base des critères fixés par la loi luxembourgeoise, exemptée de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport de gestion consolidé pour l'exercice clôturant au 31 décembre 2010. Par conséquent, en conformité avec la loi du 17 juin 1992, ces comptes ont été présentés sur une base non consolidée pour appréciation par les actionnaires lors de l'assemblée générale annuelle.

2.2 Conversion des devises étrangères

La Banque a son capital libellé en euros (EUR) et présente ses comptes annuels dans cette devise.

La Banque utilise la méthode de la comptabilité plurimonnaire qui consiste à enregistrer toutes les transactions en devises autres que celle du capital dans la ou les monnaies de ces transactions. Les produits et charges sont convertis en devise du capital aux cours de change en vigueur à la date de la transaction.

2.2.1 Opérations au comptant

Les éléments d'actif et de passif libellés en devises étrangères sont convertis dans la monnaie du capital aux cours moyens au comptant en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les opérations en devises étrangères au comptant non encore dénouées sont converties dans la monnaie du capital aux cours au comptant en vigueur à la date de clôture du bilan.

2.2.2 Opérations à terme

Les opérations en devises étrangères à terme non encore dénouées sont converties dans la monnaie du capital aux cours à terme pour l'échéance restant à courir à la date de clôture du bilan.

2.2.3 Gains et pertes de change

Les gains et pertes de change enregistrés sur les postes au comptant non couverts à terme sont comptabilisés dans le compte de profits et pertes.

Les pertes de change enregistrées sur les opérations à terme non couvertes sont comptabilisées dans les comptes de profits et pertes.

Pour les opérations à terme non couvertes, les résultats d'évaluation négatifs se compensent avec les résultats d'évaluation positifs constatés antérieurement. Une provision est constituée pour couvrir les pertes restantes.

2.3 Créances

Les créances sont inscrites au bilan à leur prix d'acquisition diminué des remboursements éventuels ainsi que des corrections de valeur.

La politique de la Banque est d'établir, selon les circonstances et pour les montants déterminés par les organes responsables, des provisions spécifiques pour créances douteuses. La Banque a également constitué des provisions forfaitaires en franchise d'impôts. Ces provisions sont déduites des postes d'actif concernés.

2.4 Evaluation des valeurs mobilières

Pour les besoins d'évaluation, la Banque a réparti ses valeurs mobilières en trois catégories de portefeuille-titres :

2.4.1 Portefeuille des immobilisations financières

Il est composé de valeurs mobilières à revenu fixe qui ont été acquises avec l'intention de les garder jusqu'à leur échéance. L'agio résultant de leur acquisition à un prix supérieur au prix de remboursement est amorti prorata temporis jusqu'à la date d'échéance des titres. Les valeurs mobilières à revenu fixe ayant le caractère d'immobilisations financières et répondant aux conditions fixées par l'autorité de contrôle, sont évaluées à leur prix d'acquisition. Les autres valeurs mobilières à revenu fixe ayant le caractère d'immobilisations financières sont évaluées au plus bas de leur coût d'acquisition ou de leur valeur de marché.

Il comprend également les participations et les parts dans les entreprises liées ayant le caractère d'immobilisé. Ces titres, destinés à servir de façon durable à l'activité de la Banque, sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur valeur de marché.

2.4.2 Portefeuille de négociation

Il est composé de valeurs mobilières à revenu fixe et variable qui sont acquises dès l'origine avec l'intention de les revendre à brève échéance. Ce sont des titres qui sont négociables sur un marché dont la liquidité peut être considérée comme assurée, et dont les prix de marché sont constamment accessibles aux tiers.

Les titres du portefeuille de négociation figurent au bilan au plus bas du coût d'acquisition ou de la valeur de marché.

2.4.3 Portefeuille de placement

Le portefeuille de placement est composé de valeurs mobilières acquises dans un but de placement ou rendement. Ce portefeuille comprend les valeurs mobilières non comprises dans les deux autres catégories et est évalué au plus bas du prix d'acquisition ou de la valeur de marché. Le coût d'acquisition est déterminé sur base du coût moyen pondéré.

2.5 Actifs immobilisés autres que les immobilisations financières

Les actifs immobilisés autres que les immobilisations financières sont évalués au prix d'acquisition historique. Le prix d'acquisition des actifs immobilisés dont l'utilisation est limitée dans le temps est diminué des corrections de valeur calculées de manière à amortir systématiquement la valeur de ces éléments sur leur durée d'utilisation estimée.

En cas de dépréciation durable, les éléments immobilisés dont l'utilisation est ou non limitée dans le temps font l'objet de corrections de valeur afin de leur donner la valeur inférieure qui est à leur attribuer à la date de clôture du bilan. Ces corrections de valeur sont extournées lorsque les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

2.6 Actifs corporels

Les actifs corporels sont utilisés par la Banque dans le cadre de ses opérations. Les actifs corporels sont évalués au prix d'acquisition historique diminué des amortissements cumulés. L'amortissement est calculé linéairement sur la durée de vie estimée de l'actif. Les taux utilisés sont les suivants :

Taux d'amortissement	(%)
Immeubles	1,5
Aménagements des bâtiments	10 - 33
Matériel et mobilier de bureau	10 - 25
Matériel informatique	20 - 33
Voitures	20 - 33

2.7 Actifs incorporels

Les frais d'établissement de la succursale en Belgique ont été amortis linéairement sur 5 ans depuis le 14 avril 2003.

2.8 Provision pour actifs à risques

La politique de la Banque consiste à constituer, en accord avec les dispositions de la législation luxembourgeoise, une provision forfaitaire pour actifs à risques. La provision forfaitaire calculée sur des postes du bilan est déduite des postes de l'actif concernés. La provision forfaitaire calculée sur des postes du hors bilan est inscrite sous le poste « Provisions : autres provisions ».

2.9 Fonds pour risques bancaires généraux

La Banque a créé un fonds pour risques bancaires généraux dans le but de couvrir des risques particuliers inhérents aux opérations bancaires. Les affectations au fonds sont effectuées à partir des bénéfices après impôts mais avant détermination du bénéfice net et ne sont sujettes à aucune limite quantitative.

2.10 Dettes

Les dettes sont inscrites au passif à leur montant de remboursement.

2.11 Instruments financiers dérivés

La Banque conclut à des fins de couverture des opérations de change à terme. Les gains et pertes sont étalés sur la même période que les résultats provenant de l'élément couvert.

NOTE 3 - OBJECTIFS ET STRATÉGIES EN MATIÈRE DE GESTION DES RISQUES

La gestion des risques de la Banque s'appuie sur les politiques de risques définies au niveau du Groupe par sa société mère, la Banque s'inscrivant rigoureusement dans le cadre de la politique ainsi définie par le Groupe.

Conformément à cette politique, la Banque assure une gestion des risques à travers un cadre complet de principes, une structure organisationnelle, des limites et des processus étroitement liés aux activités de la Banque et à la nature des risques.

3.1 Le risque de crédit et de contrepartie

En matière de risque de crédit et de contrepartie, la Banque applique la politique de crédit du Groupe qui, outre les modalités de décision de crédit, définit les règles encadrant le risque sectoriel et le risque pays.

Des procédures et des limites de compétences règlent l'octroi de tout crédit. La qualité des débiteurs et des garanties obtenues est analysée selon des critères objectifs.

L'exposition au risque sur les différentes contreparties de la Banque est matérialisée par la mise en place de limites d'autorisations fixées en concertation avec sa société mère ; elle peut être réduite par l'obtention de garanties et de conventions de compensation.

La politique de la Banque en matière de risque de pays est en principe de ne pas entretenir de relations actives avec des correspondants, dépositaires ou débiteurs dans des pays à risque. Si de tels risques devaient apparaître, elle les évaluerait et les provisionnerait selon des critères définis.

3.2 Les risques de marché

Les risques de marché se définissent comme les risques liés aux variations de taux, de change ou de prix et à l'illiquidité des actifs pouvant entraîner des problèmes de refinancement.

L'activité de trésorerie de la Banque est encadrée par un ensemble de limites qui sont variables selon les devises traitées et les instruments financiers utilisés. Chacune de ces limites fait l'objet d'un contrôle quotidien.

3.3 Le risque de liquidité

Le risque de liquidité peut être défini comme le risque que la Banque ne puisse faire face aux obligations qui lui sont échues parce que sa capacité de financement ne le lui permet pas. Il couvre aussi les pertes potentielles liées aux emprunts réalisés à des taux d'intérêt élevés ou à l'investissement de fonds à des taux inférieurs au marché.

Au niveau des exigences réglementaires luxembourgeoises en la matière, la Banque a toujours largement dépassé le minimum fixé de 30 %. Ce ratio est suivi régulièrement par le Comité Exécutif en relation avec le département Trésorerie.

3.4 Les risques opérationnels

L'activité de la Banque est centrée sur une activité bancaire traditionnelle, maîtrisée par son personnel et contrôlée par le Comité Exécutif.

Dans le but de réduire ses risques, la Banque a mis en place un processus organisationnel comprenant notamment des outils et procédures internes régissant les activités exercées, un système de responsabilités hiérarchiques au niveau de chaque service, un système informatique prévoyant la séparation des fonctions et le contrôle des tâches et un département de contrôle interne directement rattaché au Comité Exécutif.

La Banque a aussi mis en place un plan de continuité visant à lui permettre la continuation des opérations en toutes circonstances. Un back-up du système informatique est mis en place afin de pouvoir reprendre le cours normal de ses affaires dans de brefs délais en cas de grandes difficultés.

3.5 Les risques de marché et sur instruments financiers

La Banque achète et vend, au travers de son réseau de correspondants, des instruments financiers ou des devises sur des marchés organisés et de gré à gré. Elle est essentiellement active en qualité de commissionnaire ou d'agent pour le compte de ses clients. Les positions pour compte propre font l'objet de lignes accordées par le Conseil d'Administration.

3.6 Les risques de variation de taux d'intérêt et de taux de change

L'activité principale sur instruments financiers est liée principalement à des opérations de couverture pour le compte essentiellement de sa clientèle, la Banque n'étant pas active dans le domaine du trading pour compte propre.

En matière de placements/dépôts, la ligne de conduite de la Banque est de rechercher au maximum une concordance parfaite tant au niveau des devises qu'au niveau des échéances. La règle est que les dépôts de la clientèle sont automatiquement replacés sur le marché à des échéances et dans des devises identiques, au taux du marché, déduction faite de la marge de la Banque. Le suivi de cette marge est effectué mensuellement par le Comité Exécutif.

La politique de la Banque en matière de change est de limiter le maintien des positions ouvertes. Des limites globales par devises « *intra day* » et « *overnight* » sont fixées. Elles font l'objet d'un suivi constant, ainsi que d'une information régulière au Comité Exécutif.

NOTE 4 - INSTRUMENTS FINANCIERS

4.1 Analyse des instruments financiers

4.1.1 Informations sur les instruments financiers primaires

Le tableau ci-après fournit des informations sur le niveau d'activité en instruments financiers primaires de la Banque ventilées comme suit, en valeur comptable, en fonction de la durée de vie résiduelle. En outre, le tableau indique la juste valeur totale des instruments détenus à des fins de négociation lorsqu'elle diffère substantiellement de la valeur à laquelle ces instruments sont inscrits dans les comptes.

Par « juste valeur » on entend la valeur à laquelle un actif pourrait être échangé ou un passif réglé dans le cadre d'une transaction ordinaire conclue dans des conditions normales entre des parties compétentes n'ayant aucun lien de dépendance et agissant en toute liberté, exception faite des ventes forcées ou des ventes effectuées dans le cadre d'une liquidation.

4.1.1 Analyse des instruments financiers - Instruments financiers primaires (en valeur comptable EUR milliers)

Instruments financiers primaires au 31 décembre 2010 en valeur comptable EUR milliers	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an à 5 ans	> 5 ans	Sans maturité	Total
Catégorie d'instruments (actifs financiers)						
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	79.487	-	-	-	-	79.487
Créances sur les établissements de crédit	3.389.711	-	-	-	-	3.389.711
Créances sur la clientèle	526.643	36.502	-	-	-	563.145
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe (*)	-	-	1.985	13	-	1.998
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable (**)	-	-	-	-	4.646	4.646
Participations	-	-	-	-	6.367	6.367
Parts dans les entreprises liées	-	-	-	-	6.855	6.855
Total des actifs financiers	3.995.841	36.502	1.985	13	17.868	4.052.209
Actifs non financiers						74.266
Total des actifs						4.126.475
Catégorie d'instruments (passifs financiers)						
Dettes envers les établissements de crédit						
- à vue	51.751	-	-	-	-	51.751
- à terme ou à préavis	278.570	3.450	-	-	-	282.020
Dettes envers la clientèle						
- autres dettes						
- à vue	3.319.070	-	-	-	-	3.319.070
- à terme ou à préavis	165.344	27.774	-	-	-	193.118
Total des passifs financiers	3.814.735	31.224	-	-	-	3.845.959
Passifs non financiers						280.516
Total des passifs						4.126.475

(*) La juste valeur et la valeur comptable au 31 décembre 2010 des obligations du portefeuille de négociation sont respectivement de EUR 24.743 et de EUR 24.663.
(**) La juste valeur et la valeur comptable des actions du portefeuille de négociation sont respectivement de EUR 1.746.818 et de EUR 1.480.769.

Instruments financiers primaires au 31 décembre 2009 en valeur comptable EUR milliers	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an à 5 ans	> 5 ans	Sans maturité	Total
Catégorie d'instruments (actifs financiers)						
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	397.953	-	-	-	-	397.953
Créances sur les établissements de crédit	2.503.891	-	-	-	-	2.503.891
Créances sur la clientèle	462.623	45.505	150	-	-	508.278
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe (*)	3	-	7	1.678	-	1.688
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable (**)	-	-	-	-	8.203	8.203
Participations	-	-	-	-	6.357	6.357
Parts dans les entreprises liées	-	-	-	-	6.528	6.528
Total des actifs financiers	3.364.470	45.505	157	1.678	21.088	3.432.898
Actifs non financiers						76.807
Total des actifs						3.509.705
Catégorie d'instruments (passifs financiers)						
Dettes envers les établissements de crédit						
- à vue	125.329	-	-	-	-	125.329
- à terme ou à préavis	171.012	20.500	-	-	-	191.512
Dettes envers la clientèle						
- autres dettes						
- à vue	2.460.042	-	-	-	-	2.460.042
- à terme ou à préavis	463.324	13.956	-	-	-	477.280
Total des passifs financiers	3.219.707	34.456	-	-	-	3.254.163
Passifs non financiers						255.542
Total des passifs						3.509.705

(*) La juste valeur et la valeur comptable au 31 décembre 2009 des obligations du portefeuille de négociation sont respectivement de EUR 14.867 et de EUR 14.797. Au 31 décembre 2009, la Banque ne détient plus d'obligations classées en immobilisations financières.

(**) La juste valeur et la valeur comptable des actions du portefeuille de négociation sont respectivement de EUR 6.005.646 et de EUR 5.653.442.

4.1.2 Informations sur les instruments financiers dérivés

La Banque utilise uniquement des contrats de change à terme dans un but exclusif de couverture du risque d'intérêt et de change.

4.1.3 Analyse des instruments financiers dérivés utilisés à des fins de couverture

Au 31 décembre 2010, la Banque détenait les instruments financiers dérivés suivants :

en EUR milliers	< 3 mois	> 3 mois et	> 1 et ≤ 5 ans	> 5 ans	Total	Total Juste Valeur	
	Valeur notionnelle	≤ 1 an Valeur notionnelle	Valeur notionnelle	Valeur notionnelle	Valeur notionnelle	Actif	Passif
Contrats de change à terme	12.795.209	970.034	-	-	13.765.243	176.316	174.572

Au 31 décembre 2009, la Banque détenait les instruments financiers dérivés suivants :

en EUR milliers	< 3 mois	> 3 mois et	> 1 et ≤ 5 ans	> 5 ans	Total	Total Juste Valeur	
	Valeur notionnelle	≤ 1 an Valeur notionnelle	Valeur notionnelle	Valeur notionnelle	Valeur notionnelle	Actif	Passif
Contrats de change à terme	8.700.565	679.174	-	-	9.379.739	71.580	70.288

Toutes les opérations sur instruments financiers dérivés sont conclues à des fins de couverture.

4.2 Risque de crédit

4.2.1 Description du risque de crédit

L'octroi de crédits ne constitue pas la vocation principale de la Banque. Elle est toutefois amenée à accorder dans le cadre de son activité des crédits lombards à ses clients OPC ou privés.

La Banque ne prend pas habituellement de risques financiers et se fait consentir des garanties de premier rang tels des nantissements d'avoirs de clients pour des montants couvrant les engagements.

4.2.2 Mesures du risque de crédit lié aux instruments financiers

Pour les instruments dérivés négociés hors bourse, la valeur comptable, c'est-à-dire la valeur notionnelle ne traduit pas le degré maximal d'exposition au risque. La Banque calcule le risque de crédit afférent aux instruments dérivés hors bourse sur la base de la méthode du risque initial conformément aux dispositions des circulaires émises par l'autorité de contrôle.

Les tableaux ci-après montrent le degré d'exposition au risque de crédit en fonction des montants notionnels, du montant en équivalent-risque et l'exposition nette au risque en tenant compte de sûretés éventuelles.

Risque de crédit pour instruments dérivés hors marché boursier (emploi de la méthode du risque initial) au 31 décembre 2010 :

Degré de solvabilité des contreparties	Montant notionnel* (1)	Montants en équivalent risque* (2)	Garanties (3)	Exposition nette au risque (4) = (2) - (3)
	EUR	EUR	EUR	EUR
Contrat de change à terme <i>outright</i> - pondération à 2 %	13.764.998.550	275.299.971	275.299.971	-

* nets d'effets de toute convention de compensation dont l'établissement est en mesure de demander l'exécution.

Risque de crédit pour instruments dérivés hors marché boursier (emploi de la méthode du risque initial) au 31 décembre 2009 :

Degré de solvabilité des contreparties	Montant notionnel* (1)	Montants en équivalent risque* (2)	Garanties (3)	Exposition nette au risque (4) = (2) - (3)
	EUR	EUR	EUR	EUR
Contrat de change à terme <i>outright</i> - pondération à 2 %	9.381.044.850	187.620.897	187.620.897	-

4.3 Risque de marché

Le portefeuille de placement de la Banque est composé d'un titre FRN Rothschild Continuation Finance 2015, de parts Prifund Euro Bonds, de parts BeCapital Private Equity ainsi que d'une part Argos Funds Argonaut ne présentant pas de risque particulier.

Le portefeuille de négociation est composé principalement de parts d'OPC. Ces dernières ne présentent pas de risque particulier.

Les risques de marché restants correspondent à un portefeuille de participations et de parts dans des entreprises liées dont la valeur d'évaluation est supérieure au coût d'acquisition.

Compte tenu de ce qui précède, le risque de marché pour la Banque est limité.

* nets d'effets de toute convention de compensation dont l'établissement est en mesure de demander l'exécution.

NOTE 5 - CAISSE, AVOIRS AUPRÈS DES BANQUES CENTRALES ET DES OFFICES DE CHÈQUES POSTAUX

Conformément aux exigences de la Banque Centrale Européenne, la Banque Centrale du Luxembourg (ci-après « BCL ») a mis en place, à partir du 1^{er} janvier 1999, un système de réserves obligatoires auquel sont soumis tous les établissements de crédit luxembourgeois. Au 31 décembre 2010, le montant de la réserve minimale maintenue par la Banque auprès de la BCL s'élevait à EUR 70.821.549 (2009 : EUR 59.410.644).

Au 31 décembre 2010, les montants de la réserve minimale maintenue par la Banque auprès des banques centrales de l'Espagne, du Portugal, de la Belgique et de l'Italie s'élevaient respectivement à EUR 1.370.632 (2009 : EUR 1.369.340), à EUR 1.430.580 (2009 : EUR 1.429.429), à EUR 1.682.448 (2009 : EUR 1.603.434) et à EUR 1.243.921 (2009 : EUR 351.216).

NOTE 6 - PARTICIPATIONS ET PARTS DANS DES ENTREPRISES LIÉES

6.1 Détail des participations et parts dans des entreprises liées

Les participations et parts dans des entreprises liées détenues par la Banque se détaillent comme suit :

Nom	Siège	% de participation	Valeur comptable au 31.12.2010
EUR			
Participations			
Société de la Bourse de Luxembourg	Luxembourg	0,06 %	20.776
ECH Investments Limited Cayman Islands	Iles Cayman	7,50 %	18.750
Cobehold S.A.	Belgique	1,39 %	6.406.759
Valeur brute au 31.12.2010			6.446.275
Provision forfaitaire à déduire			(78.868)
Valeur nette au 31.12.2010			6.367.407

Nom	Siège	% de participation	Valeur comptable au 31.12.2010	Fonds propres (*) au 31.12.2010	Fonds propres au 31.12.2010	Résultat au 31.12.2010	Résultat au 31.12.2010
Parts dans des entreprises liées			en EUR	en devise	en EUR	en devise	en EUR
EdR Intl Fd Bermuda (***)	Bermudes	14,75 %	44.151	6.507.985	4.870.055	1.597.550	1.195.478
LCF Edmond de Rothschild Conseil S.A.	Luxembourg	99,99 %	46.834	147.436	147.436	(6.494)	(6.494)
EdR Investment Advisors	Luxembourg	99,92 %	124.900	889.940	889.940	351.920	351.920
Priadvisory Holding S.A. (**)	Suisse	100,00 %	1.919.376	13.515.469	10.808.861	9.109.258	7.285.038
Adjutoris Conseil S.A.	Luxembourg	99,68 %	30.900	494.808	494.808	422.349	422.349
LCF EdR Nikko Cordial	Japon	50,00 %	390.520	78.071.601	718.532	(6.791.824)	(62.509)
Immobilière du 3 Joseph II S.A.	Luxembourg	100,00 %	4.321.001	836.667	836.667	414.202	414.202
Iberian Renewable Energies GP S.à r.l.	Luxembourg	100,00 %	12.500	114.711	114.711	(28.221)	(28.221)
EdR Real Estate Mediação	Portugal	100,00 %	49.950	37.554	37.554	(21.680)	(21.680)
Valeur brute au 31.12.2010			6.940.132				
Provision forfaitaire à déduire			(84.910)				
Valeur nette au 31.12.2010			6.855.222				

(*) Y compris le résultat de l'exercice 2010.

(**) Les comptes de Priadvisory Holding S.A. sont arrêtés au 30 novembre 2010.

(***) Données disponibles au 31 décembre 2009.

6.2 Créances et dettes sur des entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation

Le détail de ces postes est le suivant :

	Entreprises liées 2010	Entreprises liées 2009	Entreprises avec un lien de participation 2010	Entreprises avec un lien de participation 2009
	EUR	EUR	EUR	EUR
Créances				
- créances sur les établissements de crédit	86.238.432	35.027.319	-	-
- créances sur la clientèle	4.964.032	5.460.032	-	-
Dettes				
- dettes envers les établissements de crédit	287.094.975	200.282.032	-	-
- dettes envers la clientèle	38.730.132	27.809.086	2.035.750	2.218.042

NOTE 7 - VALEURS MOBILIÈRES

7.1 Valeurs mobilières cotées et non cotées

Les valeurs mobilières peuvent être présentées comme suit selon qu'elles sont ou non admises à la cote.

7.1.1 Valeurs mobilières cotées

	2010 EUR	2009 EUR
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe		
- émetteurs publics	10.663	-
- autres émetteurs	1.987.570	1.688.384
	1.998.233	1.688.384
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	52.273	32.853

7.1.2 Valeurs mobilières non cotées

	2010 EUR	2009 EUR
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	4.593.583	8.169.824
Participations	6.367.407	6.356.872
Parts dans des entreprises liées	6.855.222	6.528.388

7.2 Catégories de portefeuille des obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe se répartissent comme suit :

	2010 EUR	2009 EUR
Portefeuille de placement	1.973.570	1.673.587
Portefeuille de négociation	24.663	14.797

Au 31 décembre 2010, le portefeuille de placement est constitué d'un titre FRN Rothschild Continuation Finance 2015 dont la valeur de marché s'élève à EUR 1.998.014 au 31 décembre 2010.

NOTE 8 - ACTIF IMMOBILISÉ

L'évolution de l'actif immobilisé de la Banque au cours de l'exercice a été la suivante :

	Valeur brute au début de l'exercice	Entrées	Sorties	Ecart de conversion (*)	Valeur brute à la fin de l'exercice	Corrections de valeur cumulées à la fin de l'exercice	Valeur nette à la clôture de l'exercice
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Participations	6.446.275	-	-	-	6.446.275	-	6.446.275
Parts dans les entreprises liées	6.620.204	-	-	389.583	7.009.787	(69.655)	6.940.132
Provision forfaitaire à déduire							(163.778)
Actifs incorporels <i>dont</i> : Frais d'établissement	303.200	-	-	-	303.200	(303.200)	-
Actifs corporels <i>dont</i> : Terrains, constructions et aménagements (**)	32.543.826	356.267	-	-	32.900.093	(13.211.447)	19.688.646
Installations techniques et machines	35.946.131	2.950.156	-	-	38.896.287	(31.779.630)	7.116.657
Autres installations, outillages et mobilier	21.929.251	1.772.293	(763.387)	-	22.938.157	(16.722.755)	6.215.402
Provision forfaitaire à déduire							(403.995)

(*) L'écart de conversion correspond à la différence entre la valeur brute au 1^{er} janvier 2010 et cette valeur brute convertie aux taux de change en vigueur au 31 décembre 2010.
 (**) La valeur nette des terrains et constructions utilisés dans le cadre de l'activité propre représente un montant de EUR 14.630.975 au 31 décembre 2010.

NOTE 9 - ACTIFS ET PASSIFS LIBELLÉS EN DEVISES ÉTRANGÈRES

Au 31 décembre 2010, la contrepartie en devise de comptabilisation des actifs et passifs libellés en devises étrangères s'élevait respectivement à EUR 1.675.805.667 (2009 : EUR 1.132.345.150) et EUR 1.675.350.123 (2009 : EUR 1.130.973.146).

NOTE 10 - AUTRES ACTIFS

Au 31 décembre 2010, ce poste était principalement constitué de valeurs à recevoir à court terme.

NOTE 11 - AUTRES PASSIFS

Au 31 décembre 2010, ce poste était principalement constitué de dettes pour charges sociales et de TVA à payer (EUR 7.767.723).

NOTE 12 - AUTRES PROVISIONS

Les autres provisions se détaillent comme suit :

	2010 EUR	2009 EUR
Provisions pour salaires et primes à payer	40.725.955	41.679.341
Provisions pour risques liés aux activités de gestion et d'administration des OPC	7.787.200	6.513.600
Provisions pour risques spécifiques et gestion opérationnelle	2.045.383	763.100
Provision AGDL	5.359.053	4.043.836
Provision forfaitaire sur postes du hors bilan (voir note 2.8)	666.189	812.353
	56.583.780	53.812.230

NOTE 13 - POSTES SPÉCIAUX AVEC UNE QUOTE-PART DE RÉSERVES

La plus-value constituée en vertu des articles 53, 54 et 54bis de la loi concernant l'impôt sur le revenu correspond à la plus-value réalisée en 2002 sur la vente des titres de LCF Rothschild Pri Fund Conseil S.A..

NOTE 14 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social s'élève à EUR 31.500.000 et est représenté par 15.001 actions entièrement libérées, sans désignation de valeur nominale.

NOTE 15 - RÉSERVE LÉGALE

Conformément à la loi luxembourgeoise, la Banque doit annuellement affecter à la réserve légale un montant équivalent à 5 % du bénéfice net de l'exercice jusqu'à ce que cette réserve atteigne 10 % du capital souscrit, plafond qui a été atteint en 2003. La distribution de la réserve légale n'est pas permise. La réserve légale est entièrement constituée.

NOTE 16 - AUTRES RÉSERVES

En accord avec la législation fiscale en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2002, la Banque a réduit sa charge d'Impôt sur la Fortune (IF) dans la limite de la charge d'Impôt sur le Revenu des Collectivités de l'année (IRC) avant imputation des crédits d'impôts. Afin de se conformer à la législation, la Banque a décidé d'affecter à un poste de réserves indisponibles, un montant correspondant à cinq fois le montant de l'IF réduit. La période d'indisponibilité de cette réserve est de cinq années à compter de l'année suivant celle de l'imputation de l'IF.

NOTE 17 - VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

La variation des capitaux propres s'analyse comme suit :

	Capital souscrit	Réserve légale	Autres réserves	Résultats reportés	Résultat de l'exercice	Total
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Situation au 31 décembre 2009	31.500.000	3.150.000	85.364.207	14.965.073	30.170.048	165.149.328
Attribution aux autres réserves	-	-	15.161.600	-	(15.161.600)	-
Dividendes distribués	-	-	(2.010.134)	-	(15.076.005)	(17.086.139)
Attribution aux résultats reportés	-	-	-	(67.557)	67.557	-
Résultat au 31 décembre 2010	-	-	-	-	36.121.583	36.121.583
Situation au 31 décembre 2010	31.500.000	3.150.000	98.515.673	14.897.516	36.121.583	184.184.772

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 13 avril 2010 a décidé la distribution d'un dividende de EUR 15.076.005. L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 10 novembre 2010 a décidé de verser un dividende supplémentaire au titre de l'exercice 2009 de EUR 2.010.134.

NOTE 18 - PASSIFS ÉVENTUELS

Aux 31 décembre 2010 et 2009, la Banque était engagée dans les opérations de hors bilan suivantes :

	2010 EUR	2009 EUR
Garanties et autres substituts directs de crédit	74.740.912	111.614.416

NOTE 19 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

Aux 31 décembre 2010 et 2009, la Banque était engagée dans le type d'opérations suivantes :

	2010 EUR	2009 EUR
Crédits confirmés non utilisés	415.285.099	336.924.899

NOTE 20 - OPÉRATIONS À TERME NON DÉNOUÉES

Aux 31 décembre 2010 et 2009, la Banque était engagée dans les opérations de hors bilan suivantes :

	2010 EUR	2009 EUR
Opérations liées aux taux de change - opérations de change à terme	13.765.242.540	9.379.739.054

Ces opérations sont conclues uniquement pour des besoins de couverture d'opérations passées pour le compte de la clientèle de la Banque.

NOTE 21 - SYSTÈME DE GARANTIE MUTUELLE DES DÉPÔTS ET D'INDEMNISATION DES INVESTISSEURS

Tous les établissements de crédit au Luxembourg sont membres de l'association sans but lucratif « Association pour la Garantie des Dépôts, Luxembourg » (AGDL).

L'objet exclusif de l'AGDL est l'établissement d'un système de garantie mutuelle des dépôts en argent et des créances résultant d'opérations d'investissement effectués par des personnes physiques auprès de membres de l'AGDL, sans distinction de nationalité ou de résidence, par des sociétés relevant du droit luxembourgeois ou du droit d'un autre Etat membre de l'Union Européenne, d'une dimension telle qu'elles sont autorisées à établir un bilan abrégé conformément à la loi, ainsi que par des sociétés de dimension comparable relevant du droit d'un autre Etat membre de l'Union Européenne.

L'AGDL rembourse au déposant le montant de ses dépôts en argent garantis et à l'investisseur le montant de sa créance garantie avec un maximum fixé à la contre-valeur en toutes monnaies de EUR 100.000 par dépôt en argent garanti et de EUR 20.000 par créance garantie résultant d'opérations d'investissement autres que celles portant sur un dépôt en argent.

Au cours de l'exercice 2010, la Banque a doté cette provision pour un montant de EUR 1.315.217 dont EUR 161.217 correspondant aux remboursements de la troisième, de la quatrième et de la cinquième tranches comptabilisés dans le poste « Autres produits d'exploitation » du compte de résultat. La Banque ne considère pas les montants payés à l'AGDL lors d'exercices antérieurs comme recouvrables au 31 décembre 2010 et par conséquent aucune créance n'a été enregistrée à cet égard.

NOTE 22 - SERVICES DE GESTION ET DE REPRÉSENTATION

La Banque fournit à des tiers des services de gestion et de représentation dans les domaines suivants :

- Gestion et conseil en gestion de patrimoine ;
- Conservation et administration de valeurs mobilières pour des fonds et des institutionnels ;
- Représentation fiduciaire ;
- Fonction d'agent.

NOTE 23 - AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

Ce poste est constitué principalement d'un remboursement de l'administration des contributions relatif à la TVA et d'une reprise de provisions pour commissions à payer aux apporteurs d'OPC et de clients privés.

NOTE 24 - AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Ce poste est principalement constitué d'une dotation à la provision AGDL et de dotations à des provisions pour des risques encourus par la Banque dans le cadre de ses activités de conservation et d'administration de valeurs mobilières et de services aux organismes de placement collectif.

NOTE 25 - CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET PROVISIONS POUR PASSIFS ÉVENTUELS ET POUR ENGAGEMENTS

Au 31 décembre 2010, la Banque a doté la provision forfaitaire sur éléments de bilan et de hors bilan pour un montant de EUR 350.000. Le reliquat du solde de ce poste est composé principalement d'intérêts réservés.

NOTE 26 - PERSONNEL EMPLOYÉ AU COURS DE L'EXERCICE

Le nombre des membres du personnel de la Banque, employés en moyenne au cours des exercices 2009 et 2010, s'est élevé à :

Catégories	Nombre de personnes 2010	Nombre de personnes 2009
Direction (directeurs et directeurs adjoints)	86	85
Cadres	213	196
Employés	455	466
	754	747

NOTE 27 - RÉMUNÉRATIONS ACCORDÉES AUX MEMBRES DES ORGANES DIRIGEANTS

Elles peuvent se résumer comme suit au 31 décembre 2010 :

	2010 EUR	2009 EUR
Administrateurs	650.000	620.000
Direction (directeurs et directeurs adjoints)	17.900.960	16.670.965
	18.550.960	17.290.965

NOTE 28 - CRÉDITS ET AVANCES ACCORDÉS AUX MEMBRES DES ORGANES DIRIGEANTS

Ils peuvent se résumer comme suit au 31 décembre 2010 :

	2010 EUR	2009 EUR
Crédits	1.516.000	1.739.522
Garanties bancaires	838.585	290.653
	2.354.585	2.030.175

NOTE 29 - PENSION

Avec effet au 1^{er} janvier 1986, la Banque a instauré en faveur de l'ensemble de son personnel un régime complémentaire de pension à contributions définies. Ce régime a été modifié afin de le rendre conforme à la loi du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension.

Depuis l'exercice 2003, le fonds de pension du personnel est transféré à une société d'assurances externe agréée au Grand-Duché de Luxembourg.

NOTE 30 - HONORAIRES DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES

Les honoraires du réviseur d'entreprises de la Banque pour l'année 2010 se présentent comme suit :

	2010 EUR	2009 EUR
Contrôle légal des comptes annuels	432.700	403.240
Autres services d'assurance	113.560	195.250
Services fiscaux	153.058	257.792
Autres	167.541	93.893
	866.859	950.175

NOTE 31 - INFORMATIONS RELATIVES AUX SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Les comptes annuels de la Banque sont inclus dans les comptes consolidés de Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève, qui constitue l'ensemble le plus petit et le plus grand d'entreprises dont la Banque fait partie en tant que filiale, et dont les comptes consolidés sont disponibles au siège de Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève - 18 rue de Hesse - Genève.

Rapport du Réviseur d'entreprises

au Conseil d'Administration de Banque Privée Edmond de Rothschild Europe

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

Conformément au mandat donné par le Conseil d'Administration en date du 1^{er} avril 2010, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, comprenant le bilan au 31 décembre 2010, le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date et l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité du Conseil d'Administration pour les comptes annuels

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du Réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du Réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le Réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de Banque Privée Edmond de Rothschild Europe au 31 décembre 2010, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

RAPPORT SUR D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Le rapport de gestion, qui relève de la responsabilité du Conseil d'Administration, est en concordance avec les comptes annuels.

PricewaterhouseCoopers S.à r.l.
Luxembourg, le 29 mars 2011
Réviseur d'entreprises
Représentée par Rima Adas

Léonard de Vinci
(Vinci, 1452 – Amboise, 1519)

*Joute de cavaliers contre un dragon, trois
chevaux allant au pas et étude de cavalier*

Adresses

68 Banque Privée Edmond de Rothschild Europe

70 Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.

72 Autres sociétés du Groupe Edmond de Rothschild
La Compagnie Financière Edmond de Rothschild

75 Autres sociétés du Groupe Edmond de Rothschild



Léonard de Vinci
(Vinci, 1452 - Amboise, 1519)

Joute de cavaliers contre un dragon, trois chevaux allant au pas et étude de cavalier,
Plume et encre brune, lavis brun, 19,4 x 12,3 cm
Collection Edmond de Rothschild

Adresses

Banque Privée Edmond de Rothschild Europe

Siège

Luxembourg

Banque Privée Edmond
de Rothschild Europe
20, boulevard Emmanuel Servais
L-2535 Luxembourg
Tél. : (+352) 24 88 1
Fax : (+352) 24 88 82 22
www.edmond-de-rothschild.eu

Succursales

Belgique

Banque Privée Edmond
de Rothschild Europe
Avenue Louise 480 Bte 16A
1050 Bruxelles
Tél. : (+32) 2 645 57 57
Fax : (+32) 2 645 57 20
www.edmond-de-rothschild.be

Agence de Liège
Banque Privée Edmond
de Rothschild Europe
Quai de Rome 56
4000 Liège
Tél. : (+32) 4 234 95 95
Fax : (+32) 4 234 95 75
www.edmond-de-rothschild.be

Agence d'Anvers
Banque Privée Edmond
de Rothschild Europe
Frankrijklei 103
2000 Anvers
Tél. : (+32) 3 212 21 11
Fax : (+32) 3 212 21 22
www.edmond-de-rothschild.be

Portugal

Banque Privée Edmond
de Rothschild Europe
Rua D. Pedro V, 130
1250-095 Lisbonne
Tél. : (+351) 21 045 46 60
Fax : (+351) 21 045 46 87/88
www.edmond-de-rothschild.pt

Espagne

Banque Privée Edmond
de Rothschild Europe
Calle Orfila, 8 Bajo C
28010 Madrid
Tél. : (+34) 91 364 66 00
Fax : (+34) 91 364 66 63
www.edmond-de-rothschild.es

(A partir du 01.12.2011)
Paseo de la Castellana, 55
28046 Madrid
Tél. : (+34) 91 364 66 00
Fax : (+34) 91 364 66 63
www.edmond-de-rothschild.es

Agence de Barcelone
Banque Privée Edmond
de Rothschild Europe
Josep Bertrand 11
08021 Barcelone
Tél. : (+34) 93 362 30 00
Fax : (+34) 93 362 30 50
www.edmond-de-rothschild.es

Italie

Banque Privée Edmond
de Rothschild Europe
Via Ulrico Hoepli, 7
20121 Milan
Tél. : (+39) 02 72 17 44 11
Fax : (+39) 02 72 17 44 57
www.bpere.edmond-de-rothschild.it

Bureaux de représentation**Israël**

Banque Privée Edmond
de Rothschild Europe
46, boulevard Rothschild
66883 Tel Aviv
Tél. : (+972) 356 69 818
Fax : (+972) 356 69 821
www.bpere.edmond-de-rothschild.co.il

Pologne

Banque Privée Edmond
de Rothschild Europe
Rondo ONZ 1, 12th Fl.
00-124 Varsovie
Tél. : (+48) 22 581 64 00
Fax : (+48) 22 581 64 01
www.edmond-de-rothschild.pl

République Tchèque

Banque Privée Edmond
de Rothschild Europe
Pařížská 26
Prague 1
110 00
Tél. : (+420) 255 729 420
Fax : (+420) 255 729 421
www.edmond-de-rothschild.cz

Slovaquie

Banque Privée Edmond
de Rothschild Europe
Hlavné námestie 4
811 01 Bratislava
Tél. : (+421) 2 5443 0940
Fax : (+421) 2 5443 4084
www.edmond-de-rothschild.sk

Filiales**Luxembourg**

Adjutoris Conseil
18, boulevard Emmanuel Servais
L-2535 Luxembourg
Tél. : (+352) 26 26 23 92
Fax : (+352) 26 26 23 94

Edmond de Rothschild
Investment Advisors
(anciennement Pri Investment)
16, boulevard Emmanuel Servais
L-2535 Luxembourg
Tél. : (+352) 24 88 23 86
Fax : (+352) 24 88 84 02

Société en Joint-Venture**Japon**

Edmond de Rothschild
Nikko Cordial Co., Ltd
1-12-1, Yurakucho, Chiyoda-ku
Tokyo # 100-0006
Tél. : +(81) 3 3283-3535
Fax : +(81) 3 3283-1611

Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.



Siège

Genève
Banque Privée Edmond
de Rothschild S.A.
18, rue de Hesse
1204 Genève
Tél. : (+41) 58 818 91 11
Fax : (+41) 58 818 91 21
www.edmond-de-rothschild.ch

Succursales

Fribourg
Banque Privée Edmond
de Rothschild S.A.
11, rue de Morat - CP 144
1701 Fribourg
Tél. : (+41) 26 347 24 24
Fax : (+41) 26 347 24 20
www.edmond-de-rothschild.ch

Lausanne
Banque Privée Edmond
de Rothschild S.A.
2, avenue Agassiz
1003 Lausanne
Tél. : (+41) 21 318 88 88
Fax : (+41) 21 323 29 22
www.edmond-de-rothschild.ch

Bureaux de représentation

Chine
Banque Privée Edmond
de Rothschild S.A.
Hong Kong Representative Office
Suite 5001 / 50F One Exchange Square
8 Connaught Place
Central - Hong Kong
Tél. : (+852) 3765 0600
Fax : (+852) 2877 2185

Uruguay
Representación Banque Privée
Edmond de Rothschild S.A.
« World Trade Center Montevideo »
Torre II - Piso 21
Avenida Luis Alberto de Herrera 1248
11300 Montevideo
Tél. : (+598) 2 623 24 00
Fax : (+598) 2 623 24 01

Filiales

Fribourg

Rouiller, Zurkinden & Cie Finance S.A.
11, rue de Morat - CP 1296
1701 Fribourg
Tél. : (+41) 26 347 26 00
Fax : (+41) 26 347 26 15

Genève

Privaco Trust S.A.
2, rue Firmin-Abauzit
1204 Genève
Tél. : (+41) 58 818 96 19
Fax : (+41) 58 818 91 78

Privaco Trust Limited
(Filiale de Privaco Trust SA)
Level 3, Parnell road
Parnell
Auckland 1052 – New Zealand

Lugano

Banca Privata Edmond
de Rothschild Lugano S.A.
Via Ginevra 2 - CP 5882
6901 Lugano
Tél. : (+41) 91 913 45 00
Fax : (+41) 91 913 45 01
privata.edmond-de-rothschild.ch

Bahamas

Banque Privée Edmond
de Rothschild Ltd.
P.O. Box SP-63948
Lyford Financial Center Lyford Cay no. 2
West Bay Street
Nassau Bahamas
Tél. : (+1) 242 702 80 00
Fax : (+1) 242 702 80 08
www.edmond-de-rothschild.bs

Luxembourg

Banque Privée Edmond
de Rothschild Europe
(Détail page 68)

Monaco

Banque de Gestion Edmond
de Rothschild - Monaco
Les Terrasses
2, avenue de Monte-Carlo - BP 317
98006 Monaco Cedex
Tél. : (+377) 93 10 47 47
Fax : (+377) 93 25 75 57

Edmond de Rothschild Conseil et Courtage
d'Assurance - Monaco
Les Terrasses
2, avenue de Monte-Carlo
98000 Monaco
Tél. : (+377) 97 98 28 00
Fax : (+377) 97 98 28 01

Royaume-Uni

Edmond de Rothschild Limited
- LCF Edmond de Rothschild
Securities Limited
- LCF Edmond de Rothschild
Asset Management Limited
Orion House
5 Upper St. Martin's Lane
WC2H 9EA Londres
Tél. : (+44) 20 7845 5900
Fax : (+44) 20 7845 5901
www.edmond-de-rothschild.co.uk

LCF Edmond de Rothschild
Holdings (C.I.) Limited
- LCF Edmond de Rothschild (C.I.) Limited
- LCF Edmond de Rothschild
Asset Management (C.I.) Limited
Hirzel Court Suite D
St. Peter Port – Guernsey GY1 2NH
Channel Islands UK
Tél. : (+44) 1481 716 336
Fax : (+44) 1481 714 416
www.edmond-de-rothschild.gg

Taiwan

Priasia Limited
(Edmond de Rothschild Group)
Tortola, British Virgin Islands
205 Tun Hwa North Road, Suite 202
Taipeh - Taiwan 105
Tél. : (+886) 2 2545 0505
Fax : (+886) 2 2545 1407

Autres sociétés du Groupe Edmond de Rothschild

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild

Siège

France

La Compagnie Financière
Edmond de Rothschild Banque
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris cedex 08
Tél. : (+33) 1 40 17 25 25
Fax : (+33) 1 40 17 24 02
www.edmond-de-rothschild.fr

Bureaux de représentation

Bordeaux

La Compagnie Financière
Edmond de Rothschild Banque
Hôtel de Saige
23, cours du Chapeau Rouge
33000 Bordeaux
Tél. : (+33) 5 56 44 20 66
Fax : (+33) 5 56 51 66 03
www.edmond-de-rothschild.fr

Lille

La Compagnie Financière
Edmond de Rothschild Banque
116, rue de Jemmapes
59800 Lille
Tél. : (+33) 3 62 53 75 00
Fax : (+33) 3 28 04 96 20
www.edmond-de-rothschild.fr

Lyon

La Compagnie Financière
Edmond de Rothschild Banque
55, avenue Foch
69006 Lyon
Tél. : (+33) 4 72 82 35 25
Fax : (+33) 4 78 93 59 56
www.edmond-de-rothschild.fr

Marseille

La Compagnie Financière
Edmond de Rothschild Banque
165, avenue du Prado
13272 Marseille
Tél. : (+33) 4 91 29 90 80
Fax : (+33) 4 91 29 90 85
www.edmond-de-rothschild.fr

Nantes

La Compagnie Financière
Edmond de Rothschild Banque
10-12, rue du Président Herriot
44000 Nantes
Tél. : (+33) 2 53 59 10 00
Fax : (+33) 2 53 59 10 09
www.edmond-de-rothschild.fr

Strasbourg

La Compagnie Financière
Edmond de Rothschild Banque
6, avenue de la Marseillaise
67000 Strasbourg
Tél. : (+33) 3 68 33 90 00
Fax : (+33) 3 88 35 64 86
www.edmond-de-rothschild.fr

Toulouse

La Compagnie Financière
Edmond de Rothschild Banque
22, rue Croix Baragnon
31000 Toulouse
Tél. : (+33) 5 67 20 49 00
Fax : (+33) 5 61 73 49 04
www.edmond-de-rothschild.fr

Chine

La Compagnie Financière
Edmond de Rothschild Banque
Room 3, 28F China Insurance Building,
166 East Lujiazui Road,
Pudong New Area
200120 Shanghai
Tél. : (+86 21) 58 76 51 90
Fax : (+86 21) 58 76 71 80
www.edmond-de-rothschild.fr

Filiales et sous-filiales

Paris

Edmond de Rothschild
Asset Management
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris cedex 08
Tél. : (+33) 1 40 17 25 25
Fax : (+33) 1 40 17 24 42
www.edram.fr

Edmond de Rothschild
Investment Managers
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris cedex 08
Tél. : (+33) 1 40 17 25 25
Fax : (+33) 1 40 17 23 67
www.edrim.fr

Edmond de Rothschild
Corporate Finance
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris cedex 08
Tél. : (+33) 1 40 17 21 11
Fax : (+33) 1 40 17 25 01
www.edrcf.com

Edmond de Rothschild
Private Equity Partners
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris cedex 08
Tél. : (+33) 1 40 17 25 25
Fax : (+33) 1 40 17 23 91
www.edmond-de-rothschild.fr

Edmond de Rothschild
Capital Partners
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris cedex 08
Tél. : (+33) 1 40 17 25 25
Fax : (+33) 1 40 17 23 91
www.edrcp.com

Edmond de Rothschild
Investment Partners
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris cedex 08
Tél. : (+33) 1 40 17 25 25
Fax : (+33) 1 40 17 31 43
www.edrip.fr

Assurances Saint-Honoré Patrimoine
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris cedex 08
Tél. : (+33) 1 40 17 22 32
Fax : (+33) 1 40 17 89 40
www.ashp.fr

Edmond de Rothschild
Entreprises Patrimoniales
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris cedex 08
Tél. : (+33) 1 40 17 31 63
Fax : (+33) 1 40 17 23 93
www.edrep.fr

Lyon

Edmond de Rothschild
Entreprises Patrimoniales
55, avenue Foch
69006 Lyon
Tél. : (+33) 4 26 72 95 00
Fax : (+33) 4 37 42 51 91
www.edrep.fr

Filiales, sous-filiales et succursales

Chine

Edmond de Rothschild
Asset Management Hong Kong Ltd
Suite 4101-04, 41F,
Exchange Square Two,
8 Connaught Place
Central - Hong Kong
Tél. : (+852) 3926 5199
Fax : (+852) 3926 5008
www.edram.fr

Edmond de Rothschild Asia Ltd
Suite 4101-04, 41F,
Exchange Square Two,
8 Connaught Place
Central - Hong Kong
Tél. : (+852) 3926 5199
Fax : (+852) 3926 5008
www.edram.fr

Edmond de Rothschild China Ltd
Room 02, 28F China Insurance Building
166 East Lujiazui Road,
Pudong New Area
Shanghai 200120
Tél. : (+86 21) 6086 2503
Fax : (+86 21) 6086 2503

Chili

Edmond de Rothschild
Asset Management Chile
Apoquindo 4001
oficina 305
Las Condes
Santiago
Tél. : (+56) 2598 99 00
Fax : (+56) 2598 99 01
www.edram.fr

Israël

Edmond de Rothschild
Investment Services Limited
Arov Tower
46, Rothschild Boulevard
66883 Tel Aviv
Tél. : (+972) 3 713 03 00
Fax : (+972) 3 566 66 89
www.edris.co.il

Allemagne

Edmond de Rothschild
Asset Management Deutschland
Opernturm
60306 Frankfurt am Main

Belgique

Edmond de Rothschild
Asset Management Benelux
Marnix, 28
1000 Bruxelles
Tél. : (+32) 2 517 60 90
Fax : (+32) 2 503 56 88
www.edram.fr

Espagne

Edmond de Rothschild
Investment Managers Espagne
Edmond de Rothschild
Asset Management Espagne
(sous réserve de l'agrément de la CNMV)
Calle Serrano, 32
28043 Madrid
Tél. : (+34) 91 781 49 75
Fax : (+34) 91 577 39 08
www.edrim.fr

Italie

La Compagnie Financière
Edmond de Rothschild Banque
Edmond de Rothschild S.G.R. SpA
Palazzo Chiesa
Corso Venezia 36
20121 Milan
Tél. : (+39) 02 76 061 200
Fax : (+39) 02 76 061 222

Royaume-Uni

Edmond de Rothschild
Private Equity Select LLP
Orion House, 5 Upper St Martin's Lane
WC2H 9EA Londres
Tél. : (+44) 20 7845 59 93
Fax : (+44) 20 7557 59 93
www.edmond-de-rothschild.fr

Autres sociétés du Groupe Edmond de Rothschild

La Compagnie Benjamin de Rothschild

Suisse

La Compagnie Benjamin de Rothschild
29, route de Pré-Bois
CP 490
1215 Genève 15
Tél. : (+41) 22 319 75 00
Fax : (+41) 22 319 75 09
www.ctbr.ch

Cogifrance

France

Cogifrance
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75408 Paris
Tél. : (+33) 1 40 17 25 25
Fax : (+33) 1 40 17 24 02

